



Des personnes anonymes et de mes relations m'ont recommandé, si jamais j'étais interviewé sur le sujet, de ne rien dire qui ne plaise aux gens. J'ai répondu que j'avais compris et que je répondrai dans la fidélité de mes convictions mais sans démesure parce que je crois que c'est ça aussi, la responsabilité d'un homme politique engagé que d'assumer ses opinions. Celles-ci peuvent ne pas aller dans le sens de l'opinion commune. Qu'importe ! Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'homme politique idéal, c'est celui qui se fait toujours esclave de l'opinion, la sachant même abusée, formatée, aliénée au point de se passionner jusqu'à la déraison pour des Causes injustes.

LA PASSION OBNUBILANTE

Alors, je dis que pour le moment, ce sont les passions qui dominent la question. Certains, en suivant cette arrestation dans les médias, se sont pour ainsi dire « shootés » avec les images qu'ils voyaient. D'autres en ont été écoeurés à la limite du vomissement. Pour ma part, j'ai vu la déposition d'un homme qui m'a fait le privilège de son amitié, d'un leader qui avait, pour son pays et l'Afrique, une idée que j'ai toujours partagée : celle de leur libération économique pour parachever les indépendances incomplètes des années 60. C'est cette volonté acharnée d'indépendance de son pays, ce refus de la coopération léonine, des bases militaires pour maintenir des sujétions politiques et économiques, dont j'ai vu les antécédents dans la politique de mon père (président de la Haute-Volta devenue Burkina Faso, président de 1960 à 1966), que j'ai surtout apprécié en établissant une certaine parenté entre les deux hommes. C'est sûr que, par moments, la détestation de l'homme a pu faire couler jusqu'à des larmes de joie de le voir arrêté comme un manant par les Français et remis à ses adversaires pour conduite à l'Hôtel du Golfe afin d'y boire le calice jusqu'à la lie. Mais je ne suis pas certain que les causes et les circonstances humiliantes à souhait de cette arrestation ainsi scénarisées servent la dignité de l'Afrique, qu'elles aident à la consolidation de cette fracture coloniale dont les douleurs se ravivent de nos jours à la faveur des revendications mémorielles insatisfaites. Ca, c'est ma conviction !

LA REPETITION DES MASSACRES COLONIAUX

Mais quand on passera du subjectif, que peut cacher par moments la mémoire, à la stricte écriture de l'Histoire, cette déposition de Laurent Gbagbo apparaîtra encore plus nettement

comme la validation d'un coup d'Etat entrepris depuis 2002 par la communauté internationale ; comme l'achèvement d'une guerre décidée par la France avec notamment la complicité des Nations Unies pour régler un simple conflit postélectoral et imposer l'homme de sa préférence dans le mépris absolu des lois de l'Etat indépendant et souverain de Côte d'Ivoire. Il apparaîtra clairement aux esprits que, 50 ans après les indépendances, nous nous retrouvons devant des faits d'armes propres à cette période coloniale où la dignité du colonisé valait tripette. Car ce que la Côte d'Ivoire a vécu en termes de coûts humains (plusieurs milliers voire des dizaines de milliers de morts depuis 2002 jusqu'aux bombardements franco-onusiens), en termes de cruauté, de destructions en tout genre, n'est pas nouveau. Des massacres du genre, on en a connu pendant la période coloniale en Algérie (en 1945 dans le Nord Constantinois), à Madagascar (en 1947), au Cameroun (en 1947, en 1953...), à Thiaroye au Sénégal (en 1944). Avec les derniers événements en Côte d'Ivoire, c'est donc le démenti cinglant à la repentance, aux excuses pour les exactions et crimes du passé, c'est la rechute pénale, la récidive. L'Histoire ne pourra pas s'écrire à cet égard sans au moins un partage de responsabilités.

Je reste par ailleurs toujours convaincu que l'on aurait gagné à régler ce différend par la force du Droit et par le dialogue qui est une tradition africaine, particulièrement ancrée dans ce pays depuis que Félix Houphouët Boigny en a pratiquement fait une religion plutôt qu'au moyen de cette guerre aux séquelles déjà protubérantes.

PAS DE RECONCILIATION SANS LAURENT GBAGBO

Mais le coup d'Etat, par sa seule commission, convertira-t-il la légitimité de Laurent Gbagbo en illégitimité, sa légalité en illégalité ? Le mépris de la primauté du Droit aux conséquences aussi dramatiques par des superpuissances membres du Conseil de sécurité (garantes des valeurs internationales, de l'ordre public international), s'en trouvera-t-il à tout jamais amnistié dans ces faits répréhensibles ? La cohésion nationale, la réconciliation et la paix, seront-elles automatiquement gagnées comme de surcroît en Côte d'Ivoire ? Pas si sûr ! C'est pourquoi, afin de minimiser pour l'avenir commun à reconstruire, les effets pervers de ce qui vient de se passer, il faudrait maintenant essentialiser le dialogue, la reconstruction physique, morale du pays, agir sans délai au Burkina Faso à l'endroit de nos autorités pour aider à la sécurisation de nos ressortissants en Côte d'Ivoire. En effet, on ne peut pas ignorer que ce ressentiment, perceptible, fait de la conviction que nos ressortissants sont plus ou moins complices de la dépossession de la Côte d'Ivoire des mains de ses populations premières, puisse pousser en retour à des actes de violence. C'est pour cela aussi que je reste convaincu qu'il y a toujours une place pour la facilitation, même si les données ont changé. Je m'en suis d'ailleurs ouvert aux partisans de Laurent Gbagbo au Burkina, en France et en Côte d'Ivoire, dans la perspective d'aider à une réconciliation dans laquelle Laurent Gbagbo serait un acteur car l'erreur, le crime continué, serait de croire qu'on pourrait indéfiniment et sans conséquences le garder en détention, tout en espérant réaliser, sans lui voire contre lui, la réconciliation nationale. La suggestion n'a pas été mal perçue. Ne pas travailler dans ce sens, alors que se développe une chasse aux sorcières multiforme liée à l'ethnie, à la nationalité, au bord politique (doublée d'une course au butin émaillée d'actes de barbarie comme aux temps

anciens) pourrait accuser les frustrations, les fractures déjà profondes dans ce pays et l'engager dans une guerre civile enlisante aux conséquences encore plus désastreuses. On ne comprendrait pas alors, si à Dieu ne plaise on y arrivait, que la Licorne et l'ONUCI, au lieu de terminer le « boulot » décampent du pays pour éviter l'embourbement qui pour elles, serait contre-performant financièrement et politiquement. Aussi, ai-je conséquemment signé une Pétition proposée par Guy Labertit pour la libération immédiate du président Gbagbo en attendant d'autres initiatives en direction de nos autorités notamment.

CONCLUSION

Enfin, si cette guerre a pu distraire du quotidien, en exalter même, elle n'aura pas pour autant la vertu de régler la crise dans laquelle nous nous enfonçons chez nous au Burkina Faso depuis quelque temps. Une crise qui est à prendre au sérieux puisqu'elle s'identifie à une perte de confiance sans précédent vis-à-vis du régime et des hommes qui l'incarnent. Une crise qui commence à gagner bien de segments de la vie nationale et à s'exprimer avec une violence accrue, ne craignant même pas de conduire le Régiment de la Sécurité Présidentielle à aller faire tonner les armes lourdes jusqu'aux portes du chef suprême des Armées Blaise Compaoré, pour signaler sa profondeur. Revenons à nos moutons, priorisons enfin notre propre agenda national au lieu de nous complaire à repasser le film ivoirien.

C'était Me Hermann Yaméogo, opposant politique Burkinabé depuis Ouagadougou



